



**COMMUNE DE DEMORET**

Règlement du Conseil Général

REÇU 01 FEV. 2016

Recommandée

Municipalité de la  
Commune de Démoret  
Route de Prahins 2  
1415 Démoret

N/réf. : Démoret / ARI / cpt

Lausanne, le 26 janvier 2016

### Approbation du règlement du Conseil général

Madame la Syndique,  
Messieurs les Conseillers municipaux,

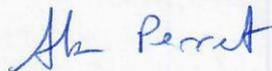
Nous vous informons que la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité a approuvé, en date du 21 janvier 2016, le règlement précité.

Vous trouverez, en annexe, trois exemplaires dûment datés, signés et scellés. Nous gardons un exemplaire pour notre dossier.

Cette approbation est publiée dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud, édition du 26 janvier 2016. Le délai de 20 jours pour l'éventuel dépôt d'une requête auprès de la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal commence à courir à partir de la date précitée. L'entrée en vigueur de l'acte objet de l'approbation est suspendue pendant le délai de 20 jours précité et, en cas de requête, jusqu'à décision judiciaire définitive et exécutoire.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions de croire, Madame la Syndique, Messieurs les Conseillers municipaux, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Amélie Ramoni-Perret



Juriste

#### Annexes

- règlement (trois exemplaires originaux)
- copie de la publication dans la FAO

#### Copie, avec copie des annexes

- Préfets du district



Impôt fédéral direct  
 Revenu imposable CHF 52'000 au taux de CHF 52'000  
 Confédération Suisse  
**Solde dû: CHF 502.10** CHF 502.10  
 Amende d'ordre IFD  
**Solde dû: CHF 150.00** CHF 150.00

**Année 2012**

Impôt cantonal et communal  
 Revenu imposable CHF 72'500 au taux de CHF 72'500  
 Fortune imposable CHF 0 au taux de CHF 0  
 Impôt dû:  
 Canton de Vaud  
 Impôt sur le revenu CHF 8'803.40  
 Impôt sur la fortune CHF 0.00  
 Commune de Lausanne  
 Impôt sur le revenu CHF 4'501.40  
 Impôt sur la fortune CHF 0.00  
 Impôt cantonal et communal total CHF 13'304.80  
**Solde dû: CHF 13'304.80**

Amende d'ordre ICC  
**Solde dû: CHF 600.00** CHF 600.00

Impôt fédéral direct  
 Revenu imposable CHF 72'800 au taux de CHF 72'800  
 Confédération Suisse  
**Solde dû: CHF 1'113.80** CHF 1'113.80

Amende d'ordre IFD  
**Solde dû: CHF 300.00** CHF 300.00

**Année 2013**

Impôt cantonal et communal  
 Revenu imposable CHF 88'000 au taux de CHF 88'000  
 Fortune imposable CHF 0 au taux de CHF 0  
 Impôt dû:  
 Canton de Vaud  
 Impôt sur le revenu CHF 11'468.55  
 Impôt sur la fortune CHF 0.00  
 Commune de Lausanne  
 Impôt sur le revenu CHF 5'864.15  
 Impôt sur la fortune CHF 0.00  
 Impôt cantonal et communal total CHF 17'332.70  
**Solde dû: CHF 17'332.70**

Amende d'ordre ICC  
**Solde dû: CHF 1'600.00** CHF 1'600.00

Impôt fédéral direct  
 Revenu imposable CHF 87'400 au taux de CHF 87'400  
 Confédération Suisse  
**Solde dû: CHF 2'042.40** CHF 2'042.40

Amende d'ordre IFD  
**Solde dû: CHF 800.00** CHF 800.00

**Montant total dû: CHF 46'537.00**

Délaï de paiement: 25 février 2016

Les décisions ci-devant sont notifiées au contribuable par publication dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud du 26 janvier 2016 en application de l'art. 163 al. 2 LI (RSV 642.11) et art. 116 al. 2 LIFD (RS 642.11).

Les présentes décisions peuvent faire l'objet d'une réclamation. La réclamation doit être adressée par écrit à l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, rue Caroline 11bis, case postale 7064, 1002 Lausanne dans les trente jours dès la présente notification

Le préposé aux impôts: F. De Furia

## Institutions et sécurité

### Préfecture du district de Lavaux-Oron

Le président de la Commission de conciliation  
 en matière de baux à loyer

A vous Antonio Da Fonseca Monteiro, précédemment domicilié à la rue de la Gare 7, à Grandvaux, actuellement sans domicile connu.  
 Vous êtes cité à comparaître personnellement à l'audience de la Commission de conciliation mardi 23 février 2016 à 10 h 45, à la Préfecture du district de Lavaux-Oron, rue du Temple 17, 1096 Cully, pour y être entendu dans le litige de droit du bail qui vous oppose à votre bailleur.

Le président: Marc-Etienne Piot

### Service des communes et du logement

La cheffe du Département des institutions et de la sécurité a approuvé, en date du 21 janvier 2016:

- le règlement du Conseil général de la **Commune de Cuarnens**;
- le règlement du Conseil général de la **Commune de Démoret**;
- le règlement du Conseil général de la **Commune de Dizy**;
- le règlement du Conseil communal de la **Commune de Penthaz**;
- le règlement du personnel communal de la **Commune Saint-Saphorin**;
- le règlement sur la taxe relative au financement de l'équipement communautaire de la **Commune de Moudon**;
- le règlement concernant la taxe relative au financement de l'équipement communautaire communal et intercommunal, perçue lors de l'adoption des mesures d'aménagement du territoire augmentant sensiblement la valeur de biens-fonds de la **Commune de Renens**;
- le règlement de police communale de la **Commune de Montanaire**;
- le tarif des empiétements immobiliers et autres usages sur et sous le domaine public de la **Commune de Lausanne**.

Les objets adoptés par un conseil communal sont susceptibles de référendum communal. Il doit être annoncé dans les 10 jours à la municipalité dès la présente publication (art. 110 ss de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01). Si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours (art. 110a al. 1 et 105 1bis et 1ter par analogie).

Les objets adoptés par un conseil intercommunal sont susceptibles de référendum intercommunal. Il doit être annoncé dans les 10 jours au préfet dès la présente publication (art. 114 de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01). Si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours (art. 114 al. 4 et 105 1bis et 1ter par analogie).

Les objets approuvés susmentionnés – ou le refus de l'approbation des objets susmentionnés – sont susceptibles d'une requête à la Cour constitutionnelle dans un délai de 20 jours à compter de la présente publication (art. 3 al. 3 et 5 al. 2 de la loi du 5 octobre 2004 sur la juridiction constitutionnelle; RSV 173.32).

Service des communes et du logement

Votre rendez-vous du mardi  
**Immo**  
**pour les pros**

Renseignements: Tél. 058 680 98 00 - faovd@publicitas.ch

Pour vos messages  
 publicitaires print  
 et digital, une seule  
 adresse!

publicitas

Tél. 058 680 98 00  
 Fax 058 680 98 01  
 E-mail: faovd@publicitas.ch

feuille  
 des avis officiels

publicitas

SERVICE DES COMMUNES ET DU LOGEMENT  
*Secteur des affaires communales*

(état au 6 décembre 2013)

**Règlement-type pour les conseils généraux**

- ⇒ **But** : Le règlement-type vise l'organisation, le fonctionnement et les rapports internes des autorités communales. N'étant pas un texte définitif, il contient de nombreuses options qui doivent être choisies par les communes.
- ⇒ **Les articles ou les parties d'article en italique** reproduisent les textes légaux cantonaux en vigueur. Ils s'imposent aux communes et ne peuvent pas être modifiés.
- Les autres articles** sont des exemples de dispositions pouvant être insérées dans le règlement ; les communes peuvent les reprendre tels quels ou les modifier et les adapter selon leurs besoins. Il est en effet impossible de prévoir dans un tel règlement-type tous les cas dictés par les circonstances, qui sont différentes d'une commune à l'autre.
- ⇒ La loi exige désormais que les conseils communaux édictent un règlement d'organisation (art. 40a al. 2 LC). Lorsque ces règlements existent déjà, les conseils devront les adapter à ces importantes modifications législatives. Si la loi ne fixe pas de délai, il est important de savoir que :
- les dispositions des règlements actuels qui seraient contraires à la loi révisée seront caduques dès le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et, sur ces points, les conseils communaux devront appliquer directement la loi sur les communes ;
  - surtout, si et aussi longtemps que le règlement ne contiendrait pas des dispositions adéquates, n'existeront pas : la procédure pour l'examen de la recevabilité d'une proposition (art. 32 al. 3 LC), le nombre de conseillers nécessaire pour demander le renvoi à une commission chargée de considérer et le renvoi à la municipalité (art. 33 al. 2 LC), la préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité (art. 33 al. 2 LC), la détermination du nombre de conseillers nécessaire à une demande de vote à l'appel nominal (art. 35b al. 5 LC) ou de vote à bulletin secret (art. 35b al. 6 LC) et la détermination du mode de désignation des commissions et de leur président (art. 40g al. 1 LC) ;
  - d'autre part, sont subordonnées à une concrétisation dans le règlement du conseil : les possibilités offertes par les articles 35 al. 4 (représentation de la municipalité par un fonctionnaire au sein d'une commission), 35b al. 6 (exclusion du droit de vote à bulletin secret), 40b (groupes politiques au sein du conseil), 40j al. 4 (registre des intérêts), 93c al. 1 (compétence de la commission des finances pour procéder à l'examen des comptes) et 98 al. 1 LC (amendes à l'encontre des conseillers communaux).
- ⇒ **Si les communes désirent utiliser ce règlement-type, le SCL les remercie de bien vouloir, pour lui faciliter la tâche de contrôle, soumettre à son examen préalable un texte sur fichier Word dans lequel apparaissent les modifications apportées.**
- ⇒ **Procédure pour l'adoption d'un nouveau règlement ou la modification d'un règlement existant du conseil général** : son adoption ou sa modification doivent suivre les mêmes règles de procédure que pour les autres règlements, à savoir : 1. Rédaction du règlement ; 2. Examen préalable du Service des communes et du logement (SCL) ; 3. Préavis de la municipalité ; 4. Rapport d'une commission sur le préavis ; 5. Débat et décision du conseil ; 6. Approbation cantonale ; 7. Publication dans la FAO ; la publication fait partir le délai de requête de 20 jours auprès de la Cour constitutionnelle uniquement, le référendum n'étant pas ouvert contre les actes d'un conseil général.

## TABLE GENERALE DES MATIERES

TITRE PREMIER :	<b>Du conseil et de ses organes</b> , articles 1 <sup>er</sup> à 44
TITRE II :	<b>Travaux généraux du conseil</b> , articles 45 à 79
TITRE III :	<b>Budget, gestion et comptes</b> , articles 80 à 97
TITRE IV :	<b>Dispositions diverses</b> , articles 98 à 104

## TABLE DES ABREVIATIONS

Cst-VD :	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)
LC :	Loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11)
RCCom :	Règlement sur la comptabilité des communes (RSV 175.31.1)
LEDP :	Loi sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)

## QUELQUES DEFINITIONS

**Le postulat** est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil général ou de la municipalité.

**La motion** est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil général. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

**Le projet de règlement ou de décision du conseil** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

**L'interpellation** : est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

**L'amendement** vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

# REGLEMENT DU CONSEIL GENERAL DE Démoret

## TITRE PREMIER

### Du conseil et de ses organes

#### CHAPITRE PREMIER

##### Formation du conseil

**Article premier.**- *Pour être admis au conseil général, il faut être électeur<sup>1</sup> au sens de l'article 5 LEDP, domicilié dans la commune et avoir prêté serment. La perte de la qualité d'électeur entraîne la démission du conseil. La démission est effective à compter du jour de la radiation du registre des électeurs.*

Composition  
du conseil  
(art. 143  
et 145 Cst-VD,  
5 LC et 5 LEDP)

*Tous les membres du corps électoral peuvent faire partie du conseil général, sauf les membres de la municipalité.*

**Art. 1a.**- *Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.*

Terminologie  
(art. 3b LC)

**Art. 2.**- *Les réclamations relatives à la perte ou à l'acquisition de la qualité de membre du conseil sont portées devant la municipalité, avec recours au Conseil d'Etat.*

Réclamations  
(art. 8 LC)

**Art. 3.**- *Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.*

Installation  
(art. 83 ss LC)

**Art. 4.**- *Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil prêtent le serment suivant :*

Serment  
(art. 9 LC)

*"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.*

*Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."*

<sup>1</sup> Voir l'art. 1a du présent règlement-type et l'article 3b LC : « Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans la présente loi s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes. ».

**Art. 5.-** Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonctions. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

Organisation  
(art. 89 et  
10 à 12 LC)

**Art. 6.-** L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1er juillet.

Entrée en  
fonction  
(art. 92 LC)

**Art. 7.-** Les membres absents du conseil général et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.

Serment des  
absents  
(art. 90 LC)

*En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.*

*Le conseiller municipal qui ne prête pas serment dans le délai impartit par le président est réputé démissionnaire.*

## CHAPITRE II

### Organisation du conseil

**Art. 8.-** Le conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :

Bureau  
(art. 10 LC)

- a) un président;
- b) un vice-président;
- c) deux scrutateurs et deux suppléants.

*Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.*

**Art. 9.-** Le président, le ou les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue<sup>3</sup>. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Nomination  
(art. 11 LC)

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les membres du bureau sont rééligibles, à moins que le règlement ne restreigne la possibilité de réélection.

<sup>3</sup> Les communes peuvent prévoir qu'il sera tenu compte des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue au premier tour. Ce n'est pas une obligation légale pour les élections internes des conseils généraux. Cette règle correspond à celle qui prévaut pour les élections par le peuple (cf. art. 76 al. 2 Cst-VD). Cf. également l'article 37 du présent règlement-type : la même règle devrait valoir pour les articles 9 et 37.

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention est faite au procès-verbal.

**Art. 10.-** Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 8. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil. (art. 12 LC)

Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et soeurs.

**Art. 11.-** Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil. Archives

### CHAPITRE III

#### Attributions et compétences

##### Section I Du conseil

**Art. 12.-** Le conseil délibère sur :

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);

Attributions  
(art. 146 Cst-VD  
et 4 LC)

9. le statut des collaborateurs et la base de leur rémunération;<sup>4</sup>
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments<sup>5</sup>;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;
14. la fixation des indemnités éventuelles des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil, du syndic et des membres de la municipalité (art. 16 LC);
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

**Art. 13.-** Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales<sup>6</sup>.

Nombre des membres de la municipalité (art. 47 LC)

**Art. 14.-** Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.

Sanction (art. 100 LC)

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, un procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

**Art. 15.-** Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur<sup>7</sup>.

Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages

<sup>4</sup> S'il n'y a pas de statut des collaborateurs, mais un règlement du personnel communal, remplacer par : « le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération ».

<sup>5</sup> Il s'agit ici d'immeubles, constructions et bâtiments faisant partie du patrimoine communal.

<sup>6</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

<sup>7</sup> Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

## Section II Du bureau du conseil

**Art. 16.-** *Le bureau du conseil est composé du président et des deux scrutateurs. Sont également membres du bureau le vice-président et les suppléants.*

Composition du bureau  
(art. 10 LC)

**Art. 17.-** *Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire de son président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin et les registres tenus à jour.*

*Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.*

**Art. 18.-** *Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.*

## Section III Du président du conseil

**Art. 19.-** *Le président a la garde du sceau du conseil.*

**Art. 20.-** *Le président convoque le conseil par écrit<sup>8</sup>. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité.*

Convocation  
(art. 13 et 14 LC)

*Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.*

*Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.*

**Art. 21.-** *Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.*

**Art. 22.-** *Le président accorde la parole. Le conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.*

**Art. 23.-** *Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par le vice-président.*

**Art. 24.-** *Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.*

**Art. 25.-** *Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.*

<sup>8</sup> La convocation doit se faire par écrit. Toutefois, en cas d'accord du conseiller, les annexes à la convocation peuvent être envoyées par courriel.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 26.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### *Section IV* Des scrutateurs

**Art. 27.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement du scrutin. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

#### *Section V* Du secrétaire

**Art. 28.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences<sup>9</sup>. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

**Art. 29.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 20 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il expédie aux premiers membres des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.

**Art. 30.-** A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau le règlement du

<sup>9</sup> Le règlement peut charger les scrutateurs du contrôle des absences.

conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

**Art. 31.-** Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil;
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

## CHAPITRE IV

### Des commissions

**Art. 32.-** Toute commission est composée de trois membres au moins.

*Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur.*<sup>10</sup>

Composition  
et attributions

(art. 35 LC)

Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.<sup>11</sup>

**Art. 33<sup>12</sup>-** Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée<sup>13</sup>.

Commission de  
gestion  
(art. 93c LC  
et 34 RCCom)

Cette commission est composée de 3 membres et 1 suppléant. Ils sont désignés pour 1 an avec rééligibilité.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 85 et suivants du présent règlement s'appliquent.

**Art. 34.-** Le conseil élit une commission chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition.

Commission des  
finances

<sup>10</sup> L'art. 35 alinéa 4 LC laisse au libre choix au conseil, de prévoir ou non dans son règlement la possibilité pour la Municipalité de se faire représenter par un collaborateur au sein d'une commission.

<sup>11</sup> Le règlement peut prévoir une éventuelle participation du président aux séances des commissions, mais à titre d'observateur.

<sup>12</sup> Selon l'art. 40f al. 2 LC, le règlement du conseil peut instituer une commission de gestion-finances, laquelle regroupe en une seule commission la commission de gestion et celle des finances.

<sup>13</sup> Variante possible : le contrôle des comptes peut être confié à la commission des finances; dans ce cas il faut le prévoir à l'article 35.

Cette commission est composée de 3 membres et 1 suppléant. Ils sont désignés pour un an, avec rééligibilité.

Sur décision du conseil, cette commission peut être identique à la Commission de gestion

**Art. 35.-** Les autres commissions du conseil sont :

a. les commissions ad hoc, soit :

- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération et ;

- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.

b. les commissions thématiques, sont nommées pour une durée limitée à un objet particulier.

Autres commissions

**Art. 36.-** Ces commissions sont nommées par l'assemblée, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second tour. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

Nomination et fonctionnement des commissions

Les commissions désignent leurs présidents.

Les commissions s'organisent elles-mêmes. *Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.*

**Art. 37.-** La commission rapporte à une date subséquente. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

Rapport

**Art. 38.-** Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport sur le bureau du conseil au moins 48 heures avant la séance, cas d'urgence réservés.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.

**Art. 39.-** Le premier membre d'une commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les commissions peuvent se constituer elles-mêmes. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.

Constitution

**Art. 40.-** Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

Quorum et vote

*Les commissions délibèrent à huis clos.*

*Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.*

En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la salle de commune.

**Art. 41.-** Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles

Droit à

40h et 40c LC.

Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.

**Art. 42.-** Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

**Art. 43.-** Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

l'information des  
membres des  
commissions  
et secret de  
fonction

Observations  
des membres  
du conseil

Rapport

## TITRE II

### Travaux généraux du conseil

#### CHAPITRE PREMIER

#### Des assemblées du conseil

**Art. 44.-** Le conseil s'assemble à la salle de commune. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil<sup>14</sup>.

Convocation  
(art. 13 et 14 LC)

La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins cinq jours à l'avance, cas d'urgence réservés. Elle est affichée au pilier public. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 45.-** Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

Absences  
et sanctions  
(art. 98 LC)

Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

Au début de la séance, il est fait un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

**Art. 46.-** Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment le tiers du nombre total de ses membres<sup>15</sup>.

Quorum  
(art. 15 LC)

**Art. 47.-** Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis

Publicité

<sup>14</sup> Le règlement peut être complété comme il suit : "Le président a le droit de convoquer le conseil de sa propre initiative, sous avis à la municipalité."  
<sup>15</sup> Les municipaux ne faisant pas partie du conseil général, ils ne sont donc pas pris en compte dans le calcul du quorum (art. 145 Cst-VD).

*clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.*

(art. 15a LC)

*En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.*

*En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.*

**Art. 48.-** *Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.*

Récusation (art. 40J1c)

*Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 46 qui précède n'est pas applicable.*

*Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.*

**Art. 49.-** *Le bureau peut tenir un registre des intérêts<sup>16</sup>.*

**Art. 50.-** *S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 46 est atteint, le président déclare la séance ouverte.*

Registre des intérêts  
Appel

*Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.*

**Art. 51.-** *Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.*

Procès-verbal

*Le procès-verbal est adopté par l'assemblée.*

*Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.*

**Art. 52.-** *Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance.*

Opérations

*Il passe ensuite à l'ordre du jour.*

*Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.*

*L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, notamment sur proposition de la municipalité.*

<sup>16</sup> Le registre des intérêts consiste en une liste des conseillers indiquant les organismes tiers dans lesquels ils occupent des fonctions. Il permet de déterminer, en toute transparence, si un conseiller a des intérêts qui seraient incompatibles avec un projet porté à l'ordre du jour et partant, susceptible réaliser un cas de récusation. Le conseiller indiquera, par exemple, ses activités professionnelles, ses activités politiques, les activités qu'il assume au sein de commissions etc. Le conseiller est tenu d'indiquer au cours des débats ou des séances auxquelles il participe, de signaler ses intérêts et liens personnels et directs avant de s'exprimer sur un sujet en rapport avec lesdits intérêts ou liens. Le registre est tenu à jour. Il est possible d'interpeller les conseillers et de leur fixer un délai pour établir les liens d'intérêts, et ce au début de chaque législature et par exemple, encore une fois par année.

## CHAPITRE II

### Droits des conseillers et de la municipalité

**Art. 53.-** Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.

Droit d'initiative  
(art. 30 LC)

**Art. 54.-** Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :

Postulat, motion  
et projet rédigé  
(art. 31 LC)

a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport<sup>17</sup> ;

b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil général<sup>18</sup> ;

c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil général<sup>19</sup>.

**Art. 55.-** Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.

(art. 32 LC)

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

Le conseil examine si la proposition est recevable<sup>20</sup>. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :

- statuer ;
- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité ses déterminations. Après le rapport du bureau, le conseil tranche.

**Art. 56.-** Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.

(art. 33 LC)

Il peut soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande<sup>21</sup> ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

<sup>17</sup> Postulat : voir définition en annexe.

<sup>18</sup> Motion : voir définition en annexe.

<sup>19</sup> Projet rédigé de règlement ou de décision du conseil : voir définition en annexe.

<sup>20</sup> Le règlement du conseil peut prévoir d'autres modalités d'examen de la recevabilité de la proposition, notamment en prévoyant que le contrôle s'effectue au préalable par le président ou le bureau du conseil.

<sup>21</sup> Le règlement peut fixer une autre proportion ou un nombre précis de membres pour demander le renvoi en commission. En principe, l'auteur de la proposition fera partie de la commission chargée de préavis sur la prise en considération ; le cas échéant, il fera également partie de la commission chargée de rapporter sur le préavis municipal traitant de la proposition.

*L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.*

*Une fois prise en considération<sup>22</sup>, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois<sup>23</sup>; par :*

- a. un rapport sur le postulat ;*
- b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou*
- c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.*

*La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 56 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.<sup>24</sup>*

*Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.*

*En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés<sup>25</sup>.*

**Art. 57.-** *Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.*

Interpellation  
(art. 34 LC)

*Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.*

*La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.*

*La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.*

**Art. 58.-** *Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.*

Simple question  
ou vœu (art. 34a  
LC)

*La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 57 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.*

### CHAPITRE III

<sup>22</sup> Cette question relève de l'autonomie communale. Le règlement type peut clarifier la procédure s'agissant de l'article 33 alinéa 4 LC comme le prévoit l'article 121 LGC.

<sup>23</sup> Le règlement du conseil peut prévoir un délai jusqu'à 12 mois au maximum. Pour rappel, il s'agit d'un délai d'ordre, la municipalité ne pouvant subir qu'une sanction politique et non juridique.

<sup>24</sup> Dans le cadre de son droit d'initiative, la municipalité peut présenter un contre-projet (art. 30 LC).

<sup>25</sup> Les communes sont libres de prévoir une autre procédure pour le traitement d'un contre-projet de la municipalité. La procédure proposée dans le cadre de ce règlement-type est similaire à celle pour le traitement d'un contre-projet à une initiative populaire.

## De la pétition

**Art. 59.-** Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.

Pétitions (art. 34b LC)

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 61, alinéa 2, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

**Art. 60.-** La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.

Procédure (art. 34c LC)

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 61.-** Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a. la prise en considération ; ou
- b. le rejet de la prise en considération et le classement.

Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

**Art. 62.-** Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

(art. 34 e LC)

## CHAPITRE IV

### De la discussion

**Art. 63.-** Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

Rapport de la commission

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;

2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

**Art. 64.-** Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Discussion

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

**Art. 65.-** La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

**Art. 66.-** L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 25 est toutefois réservé.

**Art. 67.-** Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

**Art. 68.-** *Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).*

Amendements  
(art. 35a LC)

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

*Peuvent proposer des amendements :*

- a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;
- b. les membres du conseil ;

*c. la municipalité.*

**Art. 69.-** Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Motion  
d'ordre

**Art. 70.-** Si la municipalité ou 5 des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Renvoi

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise.

**Art. 71.-** Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation, ni nouvel ordre du jour, ni assermentation. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

## CHAPITRE V

### De la votation

**Art. 72.-** *La discussion étant close, le président passe au vote.* Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Vote (art. 35b  
LC)

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours priorité.

*La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.*

*Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.*

*En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par 5 membres. En cas d'égalité, le président tranche.*

*La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par 3 membres*

*En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.*

Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

**Art. 73<sup>26</sup>.**- *Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.*

Etablissement  
des résultats (art.  
35b al. 2 LC)

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité<sup>27</sup>.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

**Art. 74.**- Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Quorum

**Art. 75.**- La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Retrait du projet

**Art. 76.**- Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise.

### TITRE III

#### Budgets, gestion et comptes

#### CHAPITRE PREMIER

#### Budget et crédits d'investissement

**Art. 77.**- Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet.

Budget de  
Fonctionnement  
(art. 4 LC et  
art. 5 ss RCCom)

Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

**Art. 78.**- *La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et* (art. 11 RCCom)

<sup>26</sup> Le texte de l'article 74 est une adaptation de l'article 29 LEDP aux votations des conseils, dans un but de clarté. Les communes peuvent donc soit reprendre l'article 29 LEDP tel quel dans leur règlement (« Les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement des résultats. En cas de votation, le projet est admis s'il obtient plus de la moitié des suffrages valablement exprimés »), soit reprendre la version plus claire du présent article 74.

<sup>27</sup> Les articles 73 à 78 traitent des votations et non pas des élections. En matière de votations, il n'y a pas de majorité absolue, mais uniquement une majorité simple. L'article 29 LEDP n'autorise donc pas à tenir compte des bulletins blancs en cas de votation (cf. par contre les articles 9 et 37 qui traitent des élections internes au conseil).

exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.

**Art. 79.-** La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission. (art. 8 RCCom)

**Art. 80.-** Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre. (art. 9 RCCom)

**Art. 81.-** Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration. (art. 9 RCCom)

**Art. 82.-** Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 12, alinéa 1, chiffre 5 est réservé. Crédits d'investissement (art. 14 et 16 RCCom)

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

**Art. 83.-** La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissement. Plan des dépenses d'investissement (art. 18 RCCom)

Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

**Art. 84.-** Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat. Plafond d'endettement (art. 143 LC)

## CHAPITRE II

### Examen de la gestion et des comptes

**Art. 85.-** Le rapport de la municipalité sur la gestion et les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, le cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion ou à la commission des finances, si le présent règlement confie cette compétence à cette dernière. Rapport de la municipalité (art. 93c LC et 34 RCCom)

La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.

Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 77 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 78).

**Art. 86.-** La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes<sup>28</sup> de la commune. L'examen des comptes et, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur peut être confié à une commission des finances.

(art. 93c al. 1 LC)

**Art. 87.-** Les restrictions prévues par l'article 40 c LC<sup>29</sup> ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.

(art. 93e LC  
et 35a RCCom)

Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

- a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;
- b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.

**Art. 88.-** La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

(art. 93f LC  
et 36 RCCom)

**Art. 89.-** Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre avant le prochain conseil.

**Art. 90.-** Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission et, le cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 86 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.

Communication  
au conseil  
(art. 93d LC  
et 36 RCCom)

<sup>28</sup> L'art. 35 RCCom prévoit que « la commission de gestion procède à un examen approfondi des comptes. Cet examen peut être confié, le cas échéant, à la commission des finances ».

<sup>29</sup> Les restrictions visées sont celles de l'art. 40c al. 2 LC, qui a la teneur suivante : « Un membre du conseil général ou communal peut se voir refuser les informations suivantes :

- a. Les documents internes sur lesquels la municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision ;
- b. Les informations qui relèvent de la sécurité de la commune ;
- c. Les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants tenant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi ».

**Art. 91.-** *Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.*<sup>30</sup>

(art. 93g LC  
et 37 RCCom)

**Art. 92.-** Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.

S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.

**Art. 93.-** L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.

## TITRE IV

### Dispositions diverses

#### CHAPITRE PREMIER

##### Initiative populaire

**Art. 94.-** La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP.

#### CHAPITRE II

##### Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa De l'expédition des documents

**Art. 95.-** Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

**Art. 96.-** Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.

**Art. 97.-** Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 31, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur représentant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

<sup>30</sup> Il faut tenir compte du fait que la législature finit le 30 juin. L'article 37 RCCom sera adapté.

## CHAPITRE III

### De la publicité

**Art. 98.-** *Sauf huis clos (voir article 47), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public.* (art. 15a LC)

**Art. 99.-** Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 100.- Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 Il abroge le règlement du.....

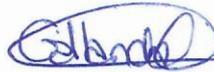
Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Lieu et date

Démoret, le 9 décembre 2015

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

La présidente



La secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du 21 JAN, 2016

